

Par le Centre d'études stratégiques de l'Afrique

28 avril 2026

Les attaques synchronisées perpétrées par des islamistes militants et des séparatistes dans tout le Mali reflètent une détérioration constante de la sécurité. Une coalition plus large de partenaires domestiques, régionaux et internationaux sera nécessaire pour y remédier.

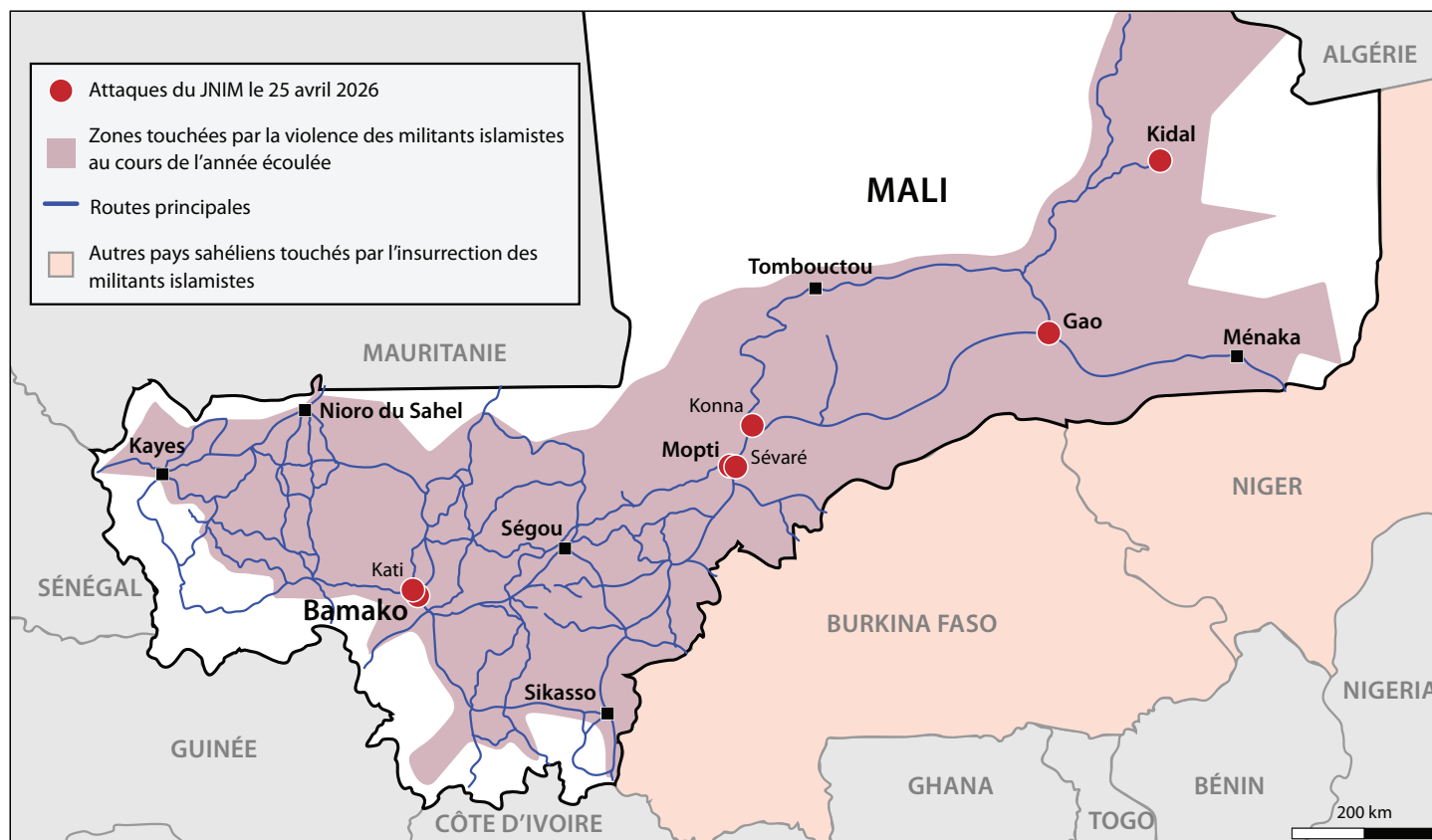


Une colonne de fumée noire se lève sur Bamako après les attaques du 25 avril. (Photo : AFP)

Les attaques coordonnées qui se sont produites dans tout le Mali les 25 et 26 avril ne constituent pas une escalade isolée, mais sont plutôt la manifestation la plus récente d'une trajectoire sécuritaire en détérioration constante. Ces dernières années, les groupes islamistes militants au Mali, notamment ceux qui constituent le Jama'at Nusrat al Islam wal Muslimeen (JNIM), ont étendu leur portée, augmenté leur coordination opérationnelle et intensifié leur pression sur les centres militaires, politiques et économiques clés du pays.

Les attaques, revendiquées par le JNIM et conduites en coordination avec des forces séparatistes Touareg du Front de libération de l'Azawad (FLA) ont ciblé des sites allant de Bamako dans le sud, au centre et au nord du Mali. L'ampleur et la répartition géographique des attaques mettent en évidence un schéma qui se développe depuis longtemps et qui reflète un environnement sécuritaire de plus en plus fragile pour la junte qui a pris le pouvoir des mains d'un gouvernement élu par la population en 2020.

LES ATTAQUES DES MILITANTS TOUCHENT TOUT LE MALI



DES ATTAQUES MINUTIEUSEMENT ORCHESTRÉES À TRAVERS LE MALI

Tôt le 25 avril, des groupes armés ont lancé des attaques quasi-simultanées contre des installations militaires et des sites stratégiques dans plusieurs régions du Mali. À Bamako et à Kati – dans la périphérie de Bamako où se trouve le centre névralgique du pouvoir militaire ainsi que la résidence du chef de la junte Assimi Goïta et d'autres hauts responsables militaires – des explosions et des coups de feu soutenus ont retenti aux alentours de bases militaires et de l'aéroport international.

Le JNIM a revendiqué ces attaques dans lesquelles le ministre de la Défense Sadio Camara a été tué. D'autres hauts responsables ont été blessés ou sont toujours portés disparus.

Au même moment, des attaques ont été signalées à Gao dans le nord, ainsi qu'à Sévaré et à Mopti dans le centre du Mali. Ces villes, qui relient les zones de conflit dans le nord aux centres économiques et de population dans le sud, sont importantes d'un point de vue stratégique.

Dans le nord, les forces du FLA ont repris le contrôle de Kidal, un point d'ancrage et un symbole stratégique de longue date. Kidal demeure le l'épicentre de luttes de contrôle répétées entre l'armée malienne et les groupes séparatistes Touareg. Sa perte serait un revers majeur pour les affirmations de la junte selon lesquelles elle consoliderait son autorité territoriale.

Le JNIM a progressivement étendu ses opérations dans de nouvelles régions, augmentant l'échelle et la coordination de ses attaques et en ciblant les infrastructures critiques et les piliers économiques.

Ces attaques s'inscrivent dans un schéma plus large observé cette année au Mali et au Sahel. Le JNIM a progressivement étendu ses opérations dans de nouvelles régions, augmentant l'échelle et la coordination de ses attaques et en ciblant les infrastructures critiques et les piliers économiques. Les morts imputables aux groupes militants islamistes au Mali ont triplé sous la junte. Les attaques du 25-26 avril représentent une continuation, et une intensification, de cette trajectoire.

CES ATTAQUES REVÊTENT UNE IMPORTANCE STRATÉGIQUE PLUS LARGE

Au-delà des pertes de vie, de territoire et de leadership militaire, les attaques à travers le Mali sont d'une importance plus large pour les tendances de cette insurrection de longue date.

Démonstration de coordination complexe et de couverture nationale

Ces attaques illustrent la capacité du JNIM à opérer de manière coordonnée sur de très longues distances. En effet, environ 1 500 km séparent Bamako de Kidal. Ces événements, loin de constituer des incidents isolés, reflètent un effort synchronisé à cibler des centres névralgiques dans toute l'architecture sécuritaire du Mali.

Ces attaques illustrent la capacité du JNIM à opérer sur de très longues distances. En effet, environ 1 500 km séparent Bamako de Kidal.

Au cours de l'année écoulée, le JNIM a étendu ses opérations depuis ses bastions du Nord et du centre vers les régions de l'Ouest et du Sud, en ciblant les principaux centres urbains et les axes économiques. Ce changement a augmenté la pression sur Bamako et ses environs, tout en reliant des zones conflictuelles précédemment distinctes. Cette pression coïncide avec une sophistication et une capacité opérationnelle plus importantes démontrées par le JNIM, une capacité renforcée par des revenus grandissants, le fruit de son contrôle d'artères économiques clés et des enlèvements contre rançon. L'incident le plus important de ce type aurait impliqué le paiement d'une rançon de 50 millions de dollars par les Émirats arabes unis pour la libération de deux de ses citoyens.

Ces attaques renforcent un schéma observé à travers l'ouest du Sahel (au Mali, au Burkina Faso et au Niger) selon lequel les groupes islamistes militants, tout en renforçant leur contrôle sur les périphéries, se répandent dans des zones plus peuplées proches des capitales.

Ciblage stratégique des centres politiques et militaires

Les attaques contre Bamako et Kati sont particulièrement importantes. Ces lieux constituent le cœur de l'autorité politique et militaire de la junte. En ciblant les bases des dirigeants militaires et des cibles de grande valeur, le message envoyé sur la vulnérabilité des zones les plus sécurisées du pays ne pourrait être plus clair. Même si ces pénétrations ne s'avèrent que temporaires, elles ont des effets psychologiques et politiques profonds qui sapent la confiance en la capacité de l'armée à fournir la sécurité.

Convergence des objectifs des séparatistes et des insurgés

Même si leurs objectifs sur le long terme diffèrent, la coordination entre le JNIM et le FLA représentent une convergence des intérêts entre les militants islamistes et les acteurs séparatistes.

Pour le FLA, la reprise de Kidal reflète un effort continu pour réaffirmer son contrôle sur le nord après la décision de la junte malienne de mettre fin à l'Accord d'Alger et de prendre Kidal par la force en novembre 2023. La décision de la junte d'ouvrir un deuxième front contre les Touareg, plutôt que de se concentrer sur la menace des islamistes militants ailleurs, a provoqué la saturation extrême des chaînes d'approvisionnement militaires dans un contexte où les ressources étaient déjà limitées.



Les forces du JNIM entrent dans Kidal. (Capture d'écran)

La convergence entre le JNIM et le FLA complique aussi le paysage sécuritaire en reliant les conflits territoriaux de niveau local avec les campagnes plus larges des insurgés.

Une escalade dans une offensive plus large

Ces attaques coordonnées constituent la phase la plus récente dans une offensive en cours qui s'est accélérée cette année. Les opérations du JNIM—y compris des attaques sur les routes, l'approvisionnement en essence et les points d'accès clés aux centres urbains—reflètent une stratégie focalisée sur l'isolement des principaux centres de population.

En contrôlant l'accès, le mouvement et l'approvisionnement de ces plus grandes villes et cités plutôt qu'en contrôlant purement et simplement un territoire, le JNIM met en relief le manque de légitimité de la junte et son incapacité à contrôler durablement des régions clés.

Nécessité de coopération

Le rejet par la junte de ses partenariats sécuritaires régionaux et internationaux, et ce malgré l'escalade de la menace de l'islamisme militant, constitue un paradoxe déroutant en ce qui concerne sa stratégie sécuritaire. Cela comprend des soldats des États membres de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), des Nations unies (MINUSMA), de l'Union européenne et d'autres. En tout, environ 20 000 soldats internationaux et de la région se trouvaient au Mali avant le putsch. Au lieu de cela, la junte s'appuie sur environ 1 000 à 2 500 hommes du groupe paramilitaire russe Wagner (plus tard devenu l'Africa Corps). L'engagement de ces forces à contrer l'insurrection, plutôt que d'avancer les objectifs géostratégiques de la Russie, demeure le sujet de maintes spéculations.

Implications pour la trajectoire sécuritaire du Mali

Les tactiques brutales des forces de sécurité ont contribué à la détérioration de l'environnement sécuritaire en alimentant le recrutement des groupes islamistes militants. Depuis 2023, au Mali et au Burkina Faso, les morts de civils imputables aux forces de sécurité et à leurs milices alliées ont excédé les morts imputables aux groupes djihadistes. Le JNIM a tiré profit de cet usage de la violence contre les civils par la junte, et aussi des abus commis par les forces paramilitaires russes qui lui sont alliées, pour élargir son audience et son influence au niveau local. Résultat, les populations locales s'enfuient de plus en plus quand elles font face à l'armée malienne et se tournent vers le JNIM pour obtenir une forme de protection.

Un régime dirigé par des groupes islamistes militants pourrait créer un vaste refuge permettant aux réseaux terroristes internationaux de s'entraîner, de recruter et d'organiser des attentats en dehors du Mali.

Dans ce sens, ces attaques ne sont pas surprenantes. La capacité des groupes à frapper dans plusieurs régions, y compris dans la capitale, souligne des failles sécuritaires persistantes et reliées : le manque de confiance dans l'armée dans les communautés rurales, un renseignement faible et des capacités limitées d'intervention rapide.

La chute de Bamako mettrait le pays de 25 millions d'habitants sous le joug d'un régime islamiste ultraorthodoxe, un style de vie étranger à la plupart des Maliens qui ont une interprétation plus modérée de l'islam. Des liens proches entre Mahmoud Dicko, un imam conservateur influent et Iyad ag Ghaly, le chef en titre du JNIM, ont alimenté des rumeurs sur l'émergence d'un tel État théocratique. Un régime dirigé par des groupes islamistes militants pourrait par conséquent créer un vaste refuge permettant aux réseaux terroristes internationaux de s'entraîner, de recruter et d'organiser des attentats en dehors du Mali.

Cohésion et fragilité de l'autorité militaire

Le ciblage de hauts dirigeants et de sites stratégiques soulève des questions quant à la résilience de la junte au pouvoir. Même si le régime militaire reste intact, de telles attaques mettront à rude épreuve la cohésion interne, exposeront des vulnérabilités et nourriront l'incertitude de la population au sens large.

Les pertes et les blessures parmi les hauts gradés pourraient aussi compliquer la prise de décision et les structures de commandement à un moment critique.

Contraintes politiques et possibilités de sortie limitées

Depuis la prise de pouvoir par la junte, la détérioration de la sécurité se déroule dans un contexte de resserrement systématique de l'espace politique et civique. Les promesses d'une transition et d'un retour du pouvoir aux civils ont été maintes fois reportées. Des personnalités civiles importantes, y compris l'ancien Premier ministre modéré et séculaire Moussa Mara, ont été détenues ou mises à l'écart pour voir appelé à un retour à l'ordre constitutionnel. Ce rétrécissement de l'espace politique a limité les voies pour pallier les défis de gouvernance, tout en augmentant la pression sur l'armée pour gérer simultanément des crises non seulement sécuritaires, mais aussi politiques, diplomatiques et économiques.



Moussa Mara, l'ancien Premier ministre malien (Photo : Mali Buzz)

Alors même que les pressions sécuritaires augmentent, la mise sous silence d'interlocuteurs politiques civils crédibles risque d'aggraver le désenchantement de la société et de limiter les possibilités de stabiliser la situation en mobilisant une coalition plus large aux niveaux national, régional et international.

Risques régionaux et transfrontaliers

L'étendue géographique des attaques souligne la nature transnationale de la menace. Les zones ciblées ou contestées, notamment dans l'ouest et le sud du Mali, sont étroitement liées au commerce transfrontalier et aux routes migratoires qui relient la Mauritanie, le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso.

L'instabilité continue dans ces régions augmente les risques pour les pays côtiers voisins d'Afrique de l'Ouest, pays qui font déjà face à une activité accrue des militants dans les régions frontalières.

Remise en question des discours dominants

Les attaques réfutent les affirmations de la junte selon lesquelles leurs stratégies sécuritaires auraient stabilisé le Mali. Elles démontrent plutôt un fossé grandissant entre les déclarations des juntes sahéliennes et les conditions sur le terrain. Par ailleurs, les opérations intensives d'information sponsorisées par la Russie, louant ses succès et ceux des juntes sahéliennes dans leurs combats contre les insurrections des extrémistes violents, ont alimenté une bataille de discours parallèles en l'Afrique de l'Ouest, des batailles qui ne tiennent pas en compte des réalités sécuritaires.



Des paramilitaires russes se retirent de Kidal après des attaques du FLA. (Capture d'écran)

L'ampleur des attaques, la perte de territoire stratégique et la capacité des groupes armés à toucher des cibles de premier plan démystifient ces narratifs et suggèrent que les groupes islamistes militants augmentent leur capacité opérationnelle et leur liberté de mouvement.

PERSPECTIVES

Si ces attaques constituent un choc important, elles sont mieux comprises comme faisant partie d'une tendance plus large et en détérioration. Les groupes islamistes militants ont démontré une capacité grandissante à coordonner les opérations, cibler des points stratégiques et faire pression simultanément sur plusieurs régions. Le risque que l'État s'effondre est réel au Mali.

L'armée malienne n'est pas en mesure de répondre seule à la menace des insurgés.

Ces tendances soulignent la nécessité d'un changement de cap. L'armée malienne n'est pas en mesure de répondre seule à la menace des insurgés. Ces derniers représentent maintenant un risque accru pour les voisins côtiers d'Afrique de l'Ouest du Mali. La pression qui pèse sur les autorités militaires—qui font face à des défis sécuritaires, économiques et de gouvernance concomitants—pourrait être soulagée en élargissant l'espace politique et en réintroduisant des dirigeants civils crédibles. Un engagement auprès d'une coalition plus large de parties prenantes maliennes pourrait aider à mobiliser un soutien populaire pour répondre aux menaces auxquelles le pays fait face. Cela pourrait ensuite faciliter la reconstruction d'efforts de coopération sécuritaire et économique au niveau régional, notamment avec les pays voisins et la CEDEAO, ainsi qu'avec les Nations unies et d'autres partenaires internationaux.

